

Pôle de Connaissances pour l'Agriculture Biologique et l'Agroécologie en Afrique de l'Est (PCAÉ)

Le PCAÉ fait partie du Centre de Connaissances pour l'Agriculture biologique et l'Agroécologie en Afrique (CCAB)

Le CCAB est un partenariat collaboratif piloté au niveau des pays membres du projet, qui vise à développer l'adoption de pratiques agricoles biologiques et agroécologiques grâce à un réseau de cinq pôles de connaissances en Afrique. Les organisations de mise en œuvre actives au sein du CCAB ont quatre objectifs principaux : améliorer l'accès aux connaissances sur l'agriculture biologique et l'agroécologie ; renforcer les capacités techniques et professionnelles des multiplicateur-ric-e-s ; favoriser la mise en réseau et renforcer les relations dans le secteur ; et renforcer les acteur-ric-e-s dans leurs activités de plaidoyer.

Le défi

L'agriculture intensive en Afrique de l'Est a longtemps entraîné une détérioration des écosystèmes et causé des impacts négatifs sur la biodiversité, tout en s'avérant peu résiliente face au changement climatique. Ces systèmes de production n'ont pas réussi à apporter des progrès dans l'atteinte d'indicateurs portant sur les moyens de subsistance, particulièrement pour les petit-e-s exploitant-e-s qui produisent plus de 75 % des denrées agricoles en Afrique de l'Est¹. Ainsi, l'agriculture biologique se profile comme un moyen d'améliorer les revenus et la vie des agriculteur-ric-e-s tout en créant des systèmes capables de préserver la biodiversité et de remettre en état les terres dégradées. Bien que le nombre d'agriculteur-ric-e-s travaillant dans l'agriculture biologique en Afrique de l'Est soit en augmentation constante avec un million d'hectares cultivés et 650 exploitations certifiées, il est urgent d'accélérer cette transition grâce à la mobilisation des petit-e-s exploitant-e-s². Entre autres problèmes, les agriculteur-ric-e-s de la région sont souvent confronté-e-s à des difficultés pour accéder aux marchés à haut rendement, manquent de formation et de connaissances pour mettre en œuvre les pratiques et technologies biologiques disponibles et appropriées, disposent de possibilités de crédit limitées et doivent souscrire à des systèmes de certification onéreux.

1, 2 : FiBL, 2018

Approche du PCAÉ

Le PCAÉ estime que le partage de connaissances et la mise en œuvre d'un ensemble de mesures permettront de résoudre certains des problèmes évoqués ci-dessus en :

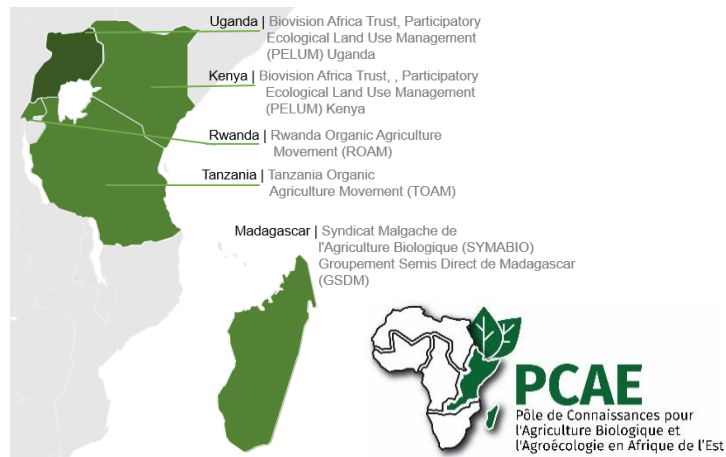
- › Produisant et partageant des connaissances validées sur les pratiques et technologies de l'agriculture biologique avec différents acteurs de la chaîne de valeur (agriculteur-ric-e-s, fournisseur-se-s

d'intrants, transformateur-ric-e-s, négociant-e-s, transporteur-ric-e-s et consommateur-ric-e-s) ;

- › Fournissant une série d'outils et d'approches de diffusion d'informations et de connaissances aux différents intermédiaires (multiplicateur-ric-e-s) ;
- › Diffusant les connaissances auprès des agriculteur-ric-e-s, des associations d'agriculteur-ric-e-s et des transformateur-ric-e-s par l'intermédiaire de multiplicateur-ric-e-s tel-le-s que les agent-e-s du changement communautaire et les prestataires de services ruraux ;
- › Renforçant les marchés locaux pour stimuler les services de soutien aux entreprises ;
- › Faisant la promotion de procédures de certification alternatives abordables tels que les systèmes participatifs de garantie et les systèmes de contrôle interne.

Portée du PCAÉ

Intitulé du projet	Pôle de connaissances pour l'agriculture biologique et l'agroécologie en Afrique de l'Est (PCAÉ) – un des cinq pôles du projet CCAB
Sur mandat du	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Région d'intervention	Ouganda (siège du pôle), Tanzanie, Kenya, Rwanda et Madagascar
Mise en œuvre	GIZ en coopération avec Biovision Africa Trust (BvAT), PELUM Uganda et différentes organisations partenaires (voir la carte ci-dessous)
Durée	2019 à aujourd'hui



Transformation par l'agriculture biologique

Ces dix dernières années, la superficie de terres consacrée à l'agriculture biologique en Afrique a augmenté de près de 219 000 ha (7 %)³. Les projections à ce niveau prévoient une augmentation substantielle de la production biologique en Afrique de l'Est, ce qui permettrait à des milliers de petit-e-s exploitant-e-s et à leurs familles de sortir de la pauvreté, d'assurer leur sécurité alimentaire et de bénéficier d'une meilleure qualité de vie. De telles transformations s'appuient sur des produits biologiques lucratifs (café, cacao, noix de macadamia, aliments transformés, huile végétale, miel, etc.), sur l'abondance de terres arables en Afrique, sur la sensibilisation et l'éducation des consommateur-ric-e-s et sur l'augmentation de la demande locale et mondiale en produits sains.

3 : FiBL, 2022



Réalisations attendues du PCAE

 <p>550 produits de connaissances sur l'agriculture biologique chargés sur la plateforme numérique de connaissances et accessibles au réseau</p>	 <p>170 relations et collaborations entre différentes parties prenantes qui travaillent régulièrement ensemble pour soutenir l'agriculture biologique</p>
 <p>1 500 multiplicateur-ric-e-s formé-e-s dont au moins 40 % de femmes, qui partagent leurs connaissances sur l'agriculture biologique et l'agroécologie</p>	 <p>Plus de 3 millions de personnes atteintes avec des formations directes, des événements et des supports de communication diffusés sur différentes plateformes médiatiques</p>

Récit du terrain : formation des agriculteur-ric-e-s

Depuis la création du pôle, le PCAE a formé plus de 1 760 agriculteur-ric-e-s (654 hommes et 1 106 femmes) aux principes et aux pratiques de l'agriculture biologique dans la région. Un des principaux aspects de cette formation consiste à faire évoluer l'état d'esprit actuel des agriculteur-ric-e-s afin qu'il-elle-s utilisent moins d'intrants externes et qu'il-elle-s évitent les engrais et les pesticides synthétiques. Les formations s'attachent également à élargir ces préoccupations à différentes communautés.

Asiimwe Onesmus, agriculteur et multiplicateur formé par le PCAE dans le district de Rukiga à l'est de l'Ouganda, est maintenant spécialisé dans la production de haricots, de tomates, de légumes feuilles et de café. Grâce aux formations du PCAE, il a dorénavant recours à des pratiques d'agriculture biologique telles que la rotation des cultures, le compost, l'utilisation de pesticides biologiques à base de biochar (cendres mélangées à de l'eau) et l'emploi d'herbes locales. « Cela m'a permis d'améliorer largement ma production, explique-t-il. Je gère une petite exploitation de 2 acres et je récolte maintenant 2 tonnes de haricots, un rendement que je n'avais jamais obtenu avec les méthodes conventionnelles. » Cette transformation a des retombées économiques pour lui et pour sa communauté. « Grâce aux produits, je perçois un revenu, j'emploie des gens et je les éduque aux pratiques agricoles qui permettent d'améliorer les rendements de haricots », précise-t-il.

Le Pôle de connaissances en Afrique de l'Est a pour objectif global de s'assurer que l'agriculture biologique écologique et l'agroécologie sont intégrées dans les systèmes agricoles des différents pays. Ces formations visent à diffuser les connaissances, les stratégies et les bonnes pratiques auprès des petites et des grandes exploitations agricoles des communautés locales de la région dans le secteur de l'agriculture biologique. En offrant aux agriculteur-ric-e-s les connaissances nécessaires, il est possible de renforcer l'efficacité mais aussi d'améliorer la protection de l'environnement et la qualité des aliments.

Publié par Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Sièges sociaux Bonn et Eschborn, Allemagne

Centre de connaissances pour l'agriculture et l'agroécologie biologique en Afrique
Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5, 65760 Eschborn, Allemagne
Téléphone +49 6196 79-0
Fax +49 6196 79-11 15
kcoa@giz.de
<https://www.giz.de/en/worldwide/92911.html>

Crédits photos GIZ/Cinelab Akademie Initiative et KHEA

Texte GIZ et Biovision Africa Trust

La GIZ est responsable du contenu de la présente publication.

Sur mandat du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

En collaboration avec

